

SURVEILLANCE PARTICIPATIVE DES RESSOURCES FORESTIERES : METHODOLOGIES ACTUELLEMENT DEVELOPPEES EN THAILANDE

Joanna Fuller

RESUME

Le présent document aborde certaines des questions posées au cours du premier semestre d'un projet destiné à développer des directives pour la surveillance participative des ressources forestières communautaires en Thaïlande. Elles prennent en compte l'incertitude concernant les incitations à la motivation, notamment face à la méfiance qui existe entre les communautés et les autorités locales, ainsi que la question des mérites relatifs des méthodologies "occidentales" et "locales".

INTRODUCTION

De nombreuses communautés en Thaïlande dépendent des ressources forestières pour leurs besoins quotidiens, mais dans quelle mesure leur utilisation est-elle durable ? Leur gestion est-elle suffisamment responsable au niveau environnemental pour que leurs fonctions écologiques soient préservées ?

Ces questions ont été posées pendant le débat sur la proposition de Loi forestière qui devait montrer le peu de chose que l'on savait sur la condition des ressources forestières gérées localement. Ce dernier point est au coeur du débat car les communautés locales veulent avoir le droit de gérer et d'utiliser les ressources

locales mais nombreux sont ceux qui pensent que ce type de gestion ne peut être durable. Le présent document passe brièvement en revue un projet mené de concert avec les communautés locales pour développer des techniques participatives de surveillance de l'état des ressources forestières, une étape importante pour la crédibilité de la foresterie communautaire.

LES FACTEURS EXTERIEURS

Au sujet de la pérennité de la gestion de la foresterie communautaire, il faut bien voir que de nombreux facteurs extérieurs influencent les décisions organisationnelles et, par conséquent, déterminent son avenir social et écologique à long terme.

Les impacts sociaux sont bien connus. Les intervenants extérieurs (ex : projets de développement, ONG, touristes, hommes d'affaires) sont souvent le catalyseur des changements d'attitude envers l'utilisation des ressources forestières, ce qui peut conduire à des conflits au sein des communautés et avec les intervenants étrangers.

Cependant, les impacts écologiques des influences extérieures, parfois négligés, peuvent être lourds de conséquences. On citera, par exemple, le programme de

substitution de culture qui visait à éradiquer la production d'opium en Thaïlande du Nord. Comme les nouvelles cultures exigeaient des surfaces plus grandes que la culture traditionnelle de l'opium, cette politique de développement inadaptée a décimé rapidement des forêts d'autant plus importantes qu'elles alimentent les cours d'eau. En saison sèche, la sécheresse est désormais chose courante et les rizières en aval sont souvent couvertes de sédiments provenant de l'érosion des pentes cultivées plus haut. Même si les communautés vivant en amont savaient comment exploiter leurs terres durablement, les incitations à la surexploitation ont dû être trop fortes.

EVALUER LA PERENNITE

Pour répondre à la nécessité de démontrer la durabilité de la foresterie communautaire, le *Regional Community Forestry Training Centre* (Centre régional de formation à la foresterie communautaire) (RECOFTC) de Bangkok a mis sur pied un projet de recherche sur l'action participative pour développer des directives destinées à aider les communautés locales à évaluer et surveiller les ressources forestières. L'objectif de ces directives était de produire des données fiables permettant d'en déduire la durabilité présente et les performances futures et constituer ainsi un outil de gestion.

Le projet, entrepris à la fin de 1997, vise à déléguer le pouvoir aux villageois en les associant au processus de surveillance. L'idée à la base était de concevoir des directives simples leur permettant d'évaluer la condition présente de leur zone forestière et les changements se produisant. Ces directives

proposent donc des méthodes par lesquelles les utilisateurs locaux peuvent effectuer un examen des ressources et analyser les données en vue d'établir un plan de gestion forestière communautaire. Le développement d'un tel plan pourrait servir à examiner certaines questions comme la pérennité et pourrait donner de la crédibilité aux utilisateurs qui sont déjà de bons gestionnaires de leurs ressources.

RECHERCHER DES INDICATEURS LOCAUX

Les discussions préliminaires entreprises avec les villageois ont montré qu'ils considèrent que l'état de la végétation, des ressources en eau et des espèces sauvages sont des indicateurs importants de la santé d'une forêt et de sa productivité. A Mae Gahpoo, un village du Karen en Thaïlande du Nord, par exemple, les villageois expliquaient que la présence de grenouilles et de crabes dans les ruisseaux indiquait une bonne qualité de l'eau, comme celle de certaines fougères et mousses et que l'abondance de plantes comestibles et de cris d'animaux était le signe d'une forêt en bonne santé. Le projet vise à en savoir plus sur ces indicateurs – et d'autres – et de développer une méthode simple et systématique de les employer dans un processus d'évaluation et de surveillance.

Des efforts ont été faits pour prendre en compte, autant que possible, les facteurs écologiques, sociaux, économiques et culturels, afin de développer un processus qui puisse à la fois répondre aux besoins des communautés locales et s'adapter à leur situation. En coopérant avec les communautés, nous espérons approfondir

nos connaissances sur les systèmes de gestion traditionnels et les moyens d'évaluer l'état d'une forêt, tout en discutant de la faisabilité des différentes méthodologies. D'autres contributions ont été recherchées auprès de scientifiques et d'ONG, aussi bien en Thaïlande qu'au niveau international.

Nous envisageons de rédiger, après quelque temps, des critères et indicateurs préliminaires, grâce à l'expérience acquise sur le terrain et aux travaux de recherche, qui pourraient ensuite être perfectionnés à mesure que de nouvelles expériences et informations apparaîtraient. Reconnaisant l'hétérogénéité, tant des forêts que des communautés, nous avons l'intention de concevoir un processus sensible aux besoins des différents écosystèmes et communautés. Ce processus pourrait être publié sous forme de directives de surveillance, à l'intention des communautés qui dressent des plans de gestion forestière communautaire.

BILAN DES SIX PREMIERS MOIS

Bien que certains progrès aient été accomplis en direction des premiers objectifs du projet, il est aussi devenu clair qu'une question restait sans réponse, à savoir à qui et à quoi ces directives sont-elles vraiment destinées ? Aux villageois ou au gouvernement, pour améliorer la gestion ou la crédibilité, ou une combinaison des deux ? En dépit de tentatives répétées pour définir ces objectifs, ils ne sont pas encore clairs. Une partie du problème vient du fait que ni les villageois, ni le gouvernement ne favorisent le processus, bien qu'ils soient les premiers concernés. Il faudra encore bien des efforts pour réunir les parties prenantes afin qu'elles connaissent leurs

programmes respectifs et, surtout, qu'elles se donnent un but commun.

Jusqu'à présent, nous avons concentré nos efforts au niveau du travail sur le terrain avec les communautés locales, en les interrogeant sur la gestion et l'utilisation des ressources forestières et la manière dont la surveillance pourrait être utile. Vu que la surveillance exige des efforts et un engagement réel, les communautés ne s'y intéressent que si elles y voient un intérêt évident. Chaque village visité jusqu'à présent a des circonstances et des problèmes différents, des bases cognitives et des systèmes de croyance variés à l'égard de la forêt, ainsi que des objectifs différents. Pour l'instant, on n'en sait pas assez sur les perceptions locales pour connaître réellement les incitations qui pourraient permettre de développer un système de surveillance. Toutefois, dans tous les villages, on retrouve le désir de maintenir et d'améliorer les ressources forestières locales et leur accès.

ETABLIR LA CONFIANCE

En dernière analyse, cela implique que les pouvoirs publics reconnaissent les efforts d'une communauté. Le projet espère que l'enthousiasme manifesté par certains membres du RFD (*Royal Forest Department*) travaillant avec les communautés locales, fera tâche d'huile et provoquera une institutionnalisation tant au sein du RFD que de la LAO (*Local Administrative Organisation*). Peut-être que la question essentielle est de savoir si les autorités sont favorables à l'idée de travailler avec la population locale en matière de gestion forestière durable et prêtes à en accepter les conséquences. Si tel est le cas, des progrès

sont possibles. Sinon, on peut encore continuer en espérant que les autorités changeront d'attitude, mais les progrès seront plus lents.

Au coeur du problème se trouve le manque de confiance qui existe souvent entre le RFD et les villageois. Le sentiment général est que le RFD ne pense pas que la population locale puisse bien gérer ses ressources. Dans le même temps, beaucoup de villageois ont souffert des conséquences négatives de la délocalisation ou de l'exclusion des zones boisées qu'ils utilisaient auparavant et ne voient dans le RFD qu'une police des forêts.

Il faudra, des deux côtés, un changement significatif d'attitude pour établir la confiance et de bonnes relations de travail. Le personnel sur le terrain est bien placé pour aider à établir des liens et cela pourrait être l'un de ses rôles les plus importants, bien que cela prenne du temps. Par exemple, dans le village de Rompothong, en Thaïlande orientale, la plupart des habitants viennent d'une zone forestière – rebaptisée Réserve naturelle – dont ils ont été expulsés il y a environ sept ans. Il aura fallu plus d'une année au chercheur du RECOFTC pour établir un climat de confiance avec eux. On comprend que de nombreux villageois soient méfiants vis-à-vis des gens de l'extérieur et peu enclins à parler de leur perception de la forêt locale et de son utilisation.

Le scénario est différent à Huay Hin Dam, un village du Karen en Thaïlande occidentale. Beaucoup d'habitants sont coopératifs, compétents en matière forestière et conscients de la nécessité de démontrer leurs capacités à bien gérer la forêt. De plus, ils ont de bonnes

relations de travail avec le responsable forestier local, qui est à la fois coopératif et enthousiaste, ainsi qu'avec le chercheur du RECOFTC qui a acquis la confiance et le respect du village.

Des complications peuvent parfois survenir à cause de conflits d'intérêt dans un village ou entre différents villages. Par exemple, à la fois à Huay Hin Dam et à Rompothong, le manque de respect et de compréhension des règlements concernant l'emploi du feu a détruit la régénération dans les forêts communautaires.

METHODOLOGIES "OCCIDENTALES" OU "LOCALES" ?

Ce projet n'en est qu'à ses débuts, il y a donc encore beaucoup à faire tant au niveau de la recherche que sur le terrain. Le dilemme sur la nature de la surveillance continue à être au coeur des réflexions et des débats ; en particulier la question de savoir si les méthodes "scientifiques" occidentales sont appropriées et utiles ou s'il conviendrait de développer des méthodologies locales.

L'argument contre l'emploi de méthodes occidentales évoque le problème du temps et des moyens nécessaires, la difficulté à obtenir des données précises de façon régulière, le niveau de connaissance nécessaire pour mesurer, analyser et utiliser les données acquises et s'interroger sur les données qui sont réellement nécessaires. D'un autre côté, des gens comme Khun Payong, qui vit à Huay Hin Dam et dirige une petite ONG, croit que l'application des méthodes occidentales acceptées par le RFD est la voie à suivre pour les villageois, car elles facilitent les

négociations avec le RFD. Bien que les membres les plus âgés du Comité de forêt communautaire trouvent ces méthodes difficiles, les générations plus jeunes manifestent suffisamment d'intérêt pour penser qu'elles pourraient être appliquées. Par conséquent, si l'un des grands objectifs du processus de surveillance est de faciliter les négociations avec les pouvoirs publics, il convient d'évaluer soigneusement les mérites relatifs qu'il y aurait à développer des méthodologies locales plutôt que d'employer des méthodes occidentales plus conventionnelles.

CONCLUSION

En posant les questions évoquées ci-dessus, ces six derniers mois ont été très utiles. Nous avons admis que nos objectifs n'étaient pas suffisamment clairs, tous les partenaires n'étaient pas encore complètement intégrés au processus et que les avantages pour les communautés locales ne sont pas définis. Le contexte politique sous-jacent, notamment s'agissant de droits d'accès aux ressources forestières, ralentit la progression, comme d'ailleurs le manque de confiance entre les villageois et les autorités. Pour l'avenir, vu les circonstances, davantage de négociations et de planification sont nécessaires pour déterminer dans quelle direction le projet devra s'orienter.

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier Dr. Pearmsak Makarabhirom pour ses commentaires judicieux. Pour de plus amples informations sur les travaux décrits dans ce document, veuillez contacter : Dr. Pearmsak

Makarabhirom, Thailand Outreach Programme, RECOFTC, P.O. Box 1111, Kasetsart University, Bangkok 10903, Thaïlande. Tél : +66 2 940 5700 ; Fax: +66 2 561 4880.

ACRONYMES

LAO	<i>Local Administrative Organisation</i> (Organisation administrative locale)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
RECOFTC	<i>Regional Community Forestry Training Centre</i> (Centre régional de formation à la foresterie communautaire)
RFD	<i>Royal Forest Department</i> (Office royal des forêts)

Prière d'envoyer tous commentaires au sujet de ce document à l'adresse suivante :

Réseau foresterie pour le développement rural
Overseas Development Institute
Portland House
Stag Place
Londres SW1E 5DP
Royaume-Uni

Les commentaires qui parviendront seront transmis aux auteurs et pourront éventuellement figurer dans des bulletins ultérieurs. Certaines ou toutes les parties de cette publication peuvent être photocopiées, à condition que leur source soit mentionnée. La Coordonnatrice du Réseau remercie d'avance ceux qui voudront bien lui donner des précisions sur toute utilisation éventuelle de ce document à des fins de formation, de recherche ou de conception, exécution ou évaluation de programmes. Les points de vue exprimés dans les documents sont ceux de leurs auteurs et des membres du réseau. Ils ne reflètent pas nécessairement les politiques de l'ODI.

Réviseur : Kate Schreckenber
Mise en page : Caroline Wood
Traduction : Claude Karnif
Imprimé par : Russell Press Ltd, Nottingham
sur papier recyclé

Rural Development Forestry Network
Overseas Development Institute
Portland House
Stag Place
London SW1E 5DP

Téléphone : +44 (0) 171 393 1600
Télécopie : +44 (0) 171 393 1699
Courrier électronique : forestry@odi.org.uk
Site Internet : <http://www.oneworld.org/odi/>

Le Réseau de foresterie pour le développement rural est financé
par la COMMISSION EUROPEENNE